L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : No 73, rue de Chartres. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 11 AOUT 18[illegible] Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI MATIN, 11 AOUT.

Ventes à l'encan de ce jour.

☞Par R. Roger & Co— à heure, salles d'encan, rue de la Vieille Levée, grande vente de Marchandises sèches et articles de fantaisie.

Par D. E Murphy— à deux heures, au magasin No 76 de la rue Poydras, jambons.

Par R. Scott— à 10 heures, dans la rue des Magasins, No 54, farine, bacon, épaules, riz, whisky, &c.

Par J. F. Bolsseau— à onze heures, au coin des rues Magasins et Gravier, groceries, provisions et liqueurs.

☞Par Geo. E. Tyler— à 4 heures, à la station de Greenville, bestiaux.

Par R. T. Montgomery— à 10 heures, au pied de la rue St Joseph, pommes de terre de choix—A onze heures, au magasin d'encan, rue du Camp, No 93, tabac, farine, oeufs, whisky, eau de vie, beurre, &c—A midi, du coin des rues Natchez et Tchoupitoulas, whisky, farine, beurre et bœuf.

☞Par F. P. Trinchard, à 10 heures, à son magasin d'encan, rue Gravier, No 41, groceries de choix, liqueurs et provisions.

Nouvelles par la voie de l'Ouest

de quatre jours plus récentes.

ORDRE DU PRESIDENT LINCOLN.

Mouvement de l'armée de Meade.

LE SIEGE DU FORT WAGNER.

Terrible combat au sud du Rappahannock.

Nouvelles d'Europe.

Par l'arrivée du bateau à vapeur, *Venus*, de St Louis, nous avons reçu une liasse de journaux de St Louis, de Cincinnati, de Memphis et de Chicago d'où nous avons extrait les nouvelles qui suivent :

Ordre du Président pour la protection des soldats.

Département de la guerre, bureau de l'adjudant général.

Washington 30 juillet—Hôtel de l'Exécutif—C'est le devoir de tout gouvernement de donner protection aux citoyens de toute classe, couleur ou condition, particulièrement à ceux qui sont organisés en corps militaires pour le service public. Les loi des nations et les usages de la guerre, tels qu'ils sont pratiqués par les nations civilisées, ne font aucune distinction de couleur dans le traitement des prisonniers de guerre comme ennemis publics. Vendre ou réduire en esclavage à cause de sa couleur une personne capturée, qui n'a pas violé les lois de la guerre, c'est retomber dans la barbarie et c'est commettre un crime contre la civilisation du siècle.

Le gouvernement des Etats Unis donnera la même protection à tous les soldats, et si l'ennemi en vend ou en réduit quelqu'un en esclavage à cause de sa couleur, l'offense sera punie par des représailles sur les prisonniers de l'ennemi en notre possession. C'est pourquoi il est ordonné que pour chaque soldat des Etats Unis tué en violant les lois de la guerre, un soldat rebelle sera exécuté et que pour chaque soldat réduit en esclavage par l'ennemi ou vendu pour être esclave, un soldat rebelle sera mis aux travaux forcés et y restera jusqu'à ce que l'autre soit libéré ou reçoive le traitement dû à un prisonnier de guerre.

ABRAHAM LINCOLN.

Par ordre du secrétaire de la guerre.
E. D. TOWNSEND, adjudant général.

DE WASHINGTON.

1er août—Le contre-amiral Porter, dans une communication au département de la marine, dit qu'il a cet jour cédé de pouvoir relever le *De Kalb* et qu'on ne connaît pas encore les avaries qu'il a reçues. Tous les canons et tous autres articles de matériel de guerre qu'on pouvait enlever, ont été emportés, et on a payé grèdement et les fonds du gouvernement. Comme les habitants d'Yazoo City n'ont pas pris la peine de lui dire qu'il y avait des torpilles quand ils avaient une occasion de le faire, 3,000 balles de coton ont été saisies comme indemnité de la perte de leur propriété.

L'amiral n'a pas encore grande confiance dans l'envoi des malles à la Nile Orléans par la voie de Cairo; mais si les correspondants désirent faire parvenir des lettres à la Nile Orléans par cette voie, ils pourront remettre une souscription à cet effet et les lettres seront expédiées à leurs risques et périls.

Menaces de la Caroline du Nord.

Forteresse Monroe, 2 août— Le steamer "Escort" est arrivé avec des dates de Newbern jusqu'au 1er août. Le Raleigh *Standard* dénonce comme répudiateur Jefferson Davis, en qui on ne doit avoir aucune confiance et dont les efforts pour établir une Confédération du Sud échoueront.

Le [illegible] *Enquirer* invite Jefferson Davis [illegible] le *Standard* et à désondre la Caroline du Nord. Le [illegible] dit que le gouverneur Vance fera [illegible] avec la Cour Suprême et que si [illegible] Davis essaye de supprimer le *Standard*, une révolution aura lieu dans l'Etat.

[illegible] dit que la Caroline du Nord a fourni 35,000 soldats pour une guerre sans cause, dont près de 40,000 sont morts ou blessés et que cet Etat devrait envoyer immédiatement à Washington une délégation pour voir quelles conditions il pourrait obtenir en rentrant dans l'Union.

L'incursion récente de cavalerie de Norfolk à Jackson, (Caroline du Nord) a trouvé l'ennemi fortement retranché à Jackson. Le major Anderson a capitulé, le 16 juillet, avec 1,000 hommes et a pris possession d'un poste important, faisant échouer ainsi les intentions de l'ennemi.

Un combat acharné au Sud du Rappahannock.

Quartier général de l'armée du Potomac, 2 août—La cavalerie de Buford, avec de l'artillerie et de l'infanterie, a traversé le Rappahannock à la station de chemin de fer : de là il s'est avancé vers Culpepper en refoulant devant lui la cavalerie de Stuart. Près de Culpepper, Buford a rencontré une force considérable de l'ennemi en infanterie et artillerie et une chaude action s'engagea. On s'est battu jusqu'à la nuit et il s'est retiré alors vers une forte position à l'est de Brandy station. La perte des deux côtés a été considérable. Cette reconnaissance confirme la concentration des forces de Lee près de Culpepper et indique que son quartier général est à Stevensburg, à 4 milles au Sud-Ouest de Culpepper.

Marché monétaire de New York.

1er août—Le marché est toujours facile avec une grande abondance de capital à 5 et 6 p. 0[illegible] Sterling—irrégulier et incertain. Traites de 1re classe à 142 1[illegible] courte à 142 et 141 1[illegible]. Le gouvernement a été ferme et offre à la vente de la rente de Sinaï. Notre caractère de neutre et l'ennemi graduellement jusqu'à un mille et demi de ce côté de Culpepper, où se trouvait l'infanterie ennemie. Nous avons alors été obligés de nous retirer, après un combat assez vif avec l'infanterie et la cavalerie.

Suivant le rapport de prisonniers intelligents les forces rebelles sont si éparpillées pour surveiller nos mouvements qu'il n'y a pas, à présent, imminence d'engagement général. Mais, d'un autre côté, nos blessés d'hier pensent tout le contraire, bien que sur d'autres points les deux versions s'accordent.

Capture d'un train fédéral.

Cairo, 3 août.—Samedi soir, un train de 18 à 20 wagons du gouvernement, chargés de fournitures d'armée, avait campé à 16 milles du Cap Girardeau, Missouri, sur le White Water. Il faisait partie d'un train de 120 wagons qui venait de St-Louis par l'Illinois, et il allait à Bloomfield. A Jonesboro les conducteurs hissèrent un drapeau fédéral, et la nuit on coupa les dresses. Samedi dans la nuit leur camp fut surpris et ils furent tous capturés. Les wagons et leur contenu furent détruits et les conducteurs nègres enlevés. Un détachement de cavalerie a été envoyé hier à la poursuite des guérillas.

NOUVELLES D'EUROPE.

New York, 2 août—Le steamer "America" est arrivé à midi ; il apporte des nouvelles de Southampton, du 22 juillet.

A la Chambre des Lords le duc d'Argyle a demandé au gouvernement d'accorder des facilités pour l'établissement d'un canal du lac Erie à la rivière Ottawa, pour transporter les grains par le Canada au lieu de le faire par les Etats-Unis.

Lord Granville a exprimé le regret que les Canadiens n'aient pas levé assez de milices pour leur défense en cas de guerre et a dit qu'il était impossible pour l'Angleterre de défendre le Canada avec succès, sans la coopération des Canadiens.

L'article "Bourse" du *Times* dit que les nouvelles d'Amérique ont été reçues avec surprise, désappointement et satisfaction ; surprise à cause de la cessation subite de la défense à Vicksburg ; désappointement de la disparition, par suite de la retraite de Lee, de toute perspective de voir finir la guerre ; et satisfaction causée par la sagesse montrée par l'Angleterre en ne cédant pas prématurément à la pression exercée récemment en faveur de la reconnaissance.

FRANCE—Le *Constitutionnel* dit que les réponses de la Russie vont être examinées par les trois puissances qui ont l'intention positive de s'entendre pour trouver les moyens de régler définitivement la question polonaise. Les journaux de Paris considèrent la réponse de la Russie comme non satisfaisante. La *Nation* dit que les intentions du cabinet français, seront connues dans trente jours.

La Russie admet les six propositions mais rejette l'armistice. La suppression de l'insurrection est nécessaire, et on offre une amnistie. En attendant elle est disposée à accepter le principe d'une conférence, mais n'admet pas le droit à y participer de toutes les puissances qui ont signé l'acte final de Vienne jusqu'à ce que l'Angleterre, la France, l'Autriche, la Prusse et la Russie se soient mises d'accord.

POLOGNE—Un détachement cosaque occupé à piller Graiewo a été taillé en pièces. L'insurrection grandit dans la Samogitie. Huit cents Russes ont été battus près de Sabartow, et 500 à Sabalsi. Les Russes ont été battus deux fois le 10 et 12 juillet près de Ilie.

Le gouvernement autrichien est très mécontent de la réponse de la Russie.

Paris, 21 juillet—Les rentes 3 pour cent sont à 69f. 85c.

Marchés européens.

Liverpool, 21 juillet—Les consolidés sont à 92 1[illegible] 92 5[illegible] au comptant. Le marché au coton est plus ferme avec une hausse de 1[illegible] sur toutes les sortes et une hausse de 1[illegible] sur le coton américain.

Suite des nouvelles d'Europe.

Arrivée de l'Arabia.

CROISEURS CONFEDERES.

Halifax, 3 août—Le steamer *Arabia*, parti de Liverpool le 20, de Queenstown le 20, est arrivé ici cet après midi :

Les compagnies d'assurance pour les risques maritimes avaient rapporté la perte de 1,100,000 par la prise du navire H. F. Hoxie.

Dans la séance du 22 de la Chambre des Communes l'affaire des enrôlements étrangers a été introduite par M. Cobden qui s'est référé aux croisières de l'*Alabama*, du *Florida*, et du *Virginia*, tous steamers construits dans les ports anglais pour le service de la Confédération.

Il a fait observer que le projet de loi contrariait à Liverpool pour le même but deux navires cuirassés et il croit que, si on les laisse sortir d'Angleterre, le résultat sera une déclaration de guerre de la part du gouvernement américain.

Le chargé d'affaires américain avait proposé toute valeur en conséquence des saisies faites par les croiseurs confédérés et il supplie le gouvernement de prendre des mesures pour empêcher le départ de ces navires. Il est informé que le gouvernement américain prend en considération le chiffre des dommages et en débite le gouvernement de Sa Majesté.

Il était informé en outre que le ministre américain avait reclamé formellement de l'Angleterre une indemnité pour les pertes encouées par les sujets américains, et qu'il avait donné de réclamation avait été repoussée par le gouvernement de Sa Majesté. Mais de cette contestation pouvait surgir une guerre cruelle et désastreuse.

M. Laird, s'en référant plus spécialement à l'affaire de l'*Alabama*, dit que tout avait été fait ouvertement et en plein jour. Il blâme Cobden de suivre une politique qui pendant qu'elle aurait les amis du Nord à se procurer tout ce dont ils ont besoin, mettrait obstacle en Angleterre à toute branche légitime d'industrie.

Il a accusé l'administration fédérale d'avoir contrait des navires de guerre pour la Russie pendant la guerre de Crimée et d'avoir levé des conscrits en Irlande depuis le commencement du conflit actuel.

Lord Palmerston a défendu la conduite du gentleman, en disant qu'il ne pouvait faire aucune différence de principe à vendre des armes aux Fédéraux et des navires aux Confédérés. Il en appelle aux principes posés par les Américains eux-mêmes, et dit que, si on les suivait, c'est l'Angleterre avait des lois municipales portant sur la question, mais le gouvernement avait fait exécuter cette loi du mieux qu'il avait pu et il continuerait à faire ainsi sans voir aucune raison de déroger aux exigences d'aucune puissance étrangère.

M. Cobden n'a pu, par raison d'ordre, donner lecture d'une lettre de Gedéon Wells dans le Parlement. La lettre néanmoins a été publiée dans les journaux. Elle est à la date du 19 avril dernier et est adressée à Richard Cobden. Cette pièce fait allusion à l'assertion de M. Laclede au parlement, assertion suivant laquelle des agens du gouvernement fédéral auraient sondé sa maison en 1861 à l'effet d'obtenir d'elle des constructions de navires pour le Nord.

M. Wells nie qu'aucune demande directe ou indirecte n'a été faite avec son autorisation à M. Laclede, ou à aucun autre constructeur étranger, pour la construction de navires pour le gouvernement américain. Des avances lui furent offertes, cependant, de la part de nombreux constructeurs anglais et d'autres constructeurs étrangers, mais il se refusa toujours à toutes ces instances.

M. Laird répond qu'il est prêt à démontrer la vérité de son premier dire et il offre d'en déposer la preuve entre les mains de Lord Palmerston.

MALES PAR LA RIVE DU FLEUVE—Une dépêche de Washington du 1er dit que le département des postes a donné des ordres pour l'envoi des malles par la voie du fleuve, de Cairo à la Nile-Orléans. Les lettres n'iront par cette voie que si elles portent la souscription via Cairo.

Un nouveau mouvement.

LES CONVENTIONNELS NATIONAUX.

Un parti qu's'appelle "le parti des Conventionnels nationaux" a fait une circulaire appelant la plate-forme de ce nouveau corps, adoptée à New York, en juin 1863. Nous devons en faire mentions parce que c'est un des mouvements qui ont pour but la fin de la guerre et le rétablissement de l'Union. Les points principaux sont : Qu'il n'y aura qu'un seul gouvernement national ; que l'égalité politique de tous les citoyens de race européenne et l'égalité inhérente de tous les hommes, sans distinction de race ou de nationalité, seront reconnues ; que l'Union et la Constitution seront intégralement maintenues ; qu aucune altération ne sera faite à la Constitution avant le 4 juillet 1876 ; que la guerre existante sera poursuivie pour la restauration de l'Unité nationale et de l'autorité constitutionnelle du gouvernement fédéral dans toute l'Union, et non pour d'autre but ; qu'aucune stipulation de l'un des Etats séparés, ou partie de ces Etats, sera représenté au congrès, il ne sera plus regardé comme ayant été en révolte contre les Etats-Unis ; et qu'une convention de tous les Etats sera tenue pour arrêter les conditions d'une reconstruction. Les Conventionnels disent qu'ils désirent avoir la paix aussitôt que possible, à des conditions justes et favorables pour toutes les parties engagées dans le conflit actuel, et ils pensent qu'on obtiendrait bientôt la paix au moyen de concessions mutuelles, d'un respect strict pour les droits des personnes et la propriété des communautés désaffectionnées et par l'intermédiaire d'une convention du peuple. Tout le document est rédigé en termes graves et modérés. Il ne porte aucune signature ni indice de son origine.

(*Journal of Commerce.*)

La dette nationale de M. Chase.

(*New York World* du 1er avril.)

Le total de la dette nationale, suivant les livres du département du trésor était, le 1er juillet 1863, de $1,097,274,365 99, et on estime que le montant dû et non *réclamé* est d'environ $250,000,000 de plus. Cette dette est ainsi constituée :

Emprunts temporaire payables sur demande, en or.....	$28,459,295 49
Emprunts temporaires en papier.....	70,814,638 91
Payable sur présentation.....	$98,873,923 40
Dû le 19 août et le 1er octobre 1864 7 3-10, billets du Trésor	139,920,500 00
Certificats d'obligations dûs en 1864.....	717,100 00
Circulation légale et fractions de circulation.....	396,721,056 88
Total.....	$793,324,821 93

Cette somme d'environ $800,000,000 est sous la forme de dette flottante, payable sur demande jusqu'à concurrence de $500,000,000 et au terme, ou $300,000,000 doit être payée ou convertie l'année prochaine.

Il est apparent, en conséquence, que M. Chase a réussi à emprunter d'une manière légitime, à longue date, seulement $255,000,000 en bons à 6 pour cent, émis en 1861 et 1862, et le reste, environ $540,000,000, forme une portion de la dette contractée avant la rébellion. L'*année fiscale* courante finissant le 30 juin 1864, ajoutera à la dette au moins $700,000,000 et les capitalistes sont justement inquiets de savoir de quelle manière M. Chase se propose de lever cette somme.

Jusqu'ici l'habileté de M. Chase, comme financier, a produit $400,000,000 en papiers imprimés, et seulement $255,000,000 d'emprunts légitimes, c'est-à-dire provenant de placements, tirés du capital du pays.

Est-il possible alors que notre honorable secrétaire du trésor veuille pourvoire une autre année encore le même misérable système de finances ? Les hommes d'affaires sont paralysés par notre situation financière et par l'ignorance où ils sont tenus relativement aux opérations du département du trésor et aux mesures que M. Chase se propose de prendre.

Afin d'alléger, si c'est possible, la taxe si lourde imposée sur le peuple par cette guerre, il est essentiel que le gouvernement fasse tout ce qui est en son pouvoir pour aider nos hommes d'affaires dans leur branche légitime d'industrie, et il leur sera impossible d'en agir ainsi tant que M. Chase ne publiera pas un état officiel hebdomadaire des mouvements du département du trésor, et ne fera pas part au public des voies et moyens qu'il a en vue pour subvenir aux dépenses générales. Le secret répugnant et cause de préjudice à la communauté commerçante. Une impression de papier monnaie et des emprunts temporaires pour $800,000,000 contre $250,000,000 seulement d'emprunts légitimes en date fondée ne sont pas des preuves d'une habilité financière de premier ordre, comme elle dont la nation aurait besoin dans cette crise de ses affaires fiscales. Un bilan semblable au tableau officiel provenant du département de M. Chase, et dont nous avons donné un résumé, suivant la pièce qui nous a été communiquée par un négociant, le signalerait comme incompétent et incapable d'inspirer la confiance.

Chronique Locale.

COUR MILITAIRE—Le colonel Dwight étant parti pour le Nord où il passera quelque temps, le lieutenant-colonel W. Robcock, du 75e régiment de New York, l'a remplacé.

Six soldats, déclarés coupables de s'être enivrés et d'avoir troublé la paix, ont été condamnés à deux semaines de détention au workhouse et à dix piastres d'amende.

ACCUSATIONS — Octave Bello que Lolo Gonzales accuse de tenir une maison de jeu, Jeo Hickney, accusé d'avoir assailli Ed. Mitchel, se sont livrés à la police.

—Louis Balser est accusé de ne s'être point conformé à l'ordonnance du Maire au sujet du débit de boisson après neuf heures du soir.

FARINE.— Le bateau à vapeur *Venus*, parti de St Louis le 30 juillet, est entré dans notre port, hier, dans le courant de la journée; il apporte trois mille cinq cents barils de farine.

PAROISSE DE JEFFERSON.—Le Gén Bowen a nommé le capitaine B. B. Brown Marechal-Prévôt et Juge Prévôt de la Paroisse Jefferson. Le quartier général du nouvel officier est à Carrollton.

COUR PREVOTALE.—Le rapporteur s'est rendu, ce matin, comme d'habitude, à la Cour Prévotale, mais il a été étonné d'apprendre que le juge ne s'y gérait pas.

La "loge" des accusés présentait le même aspect jamais qu'il présente tous les lundis, l'atmosphère n'était pas plus enfumée que de coutume, tous les employés étaient à leur place, les témoins attendaient patiemment que "leur tour vint" et les avocats attendaient, mais beaucoup moins patiemment, l'heure de pérorer.

Chacun s'est retiré désappointé. Les prisonnier, surtout, avaient l'air fort mécontents.

ACCIDENT SUR LE CHEMIN DE FER ARTHARAS—Nous apprenons qu'un des attelages de locomotive s'en revenant du lac, hier après-midi, avait sa femme, dans un buggy ; le véhicule en rencontra un autre, le choc fut si violent que le buggy dans lequel se trouvait la dame fut brisé. La dame fut précipitée sur le sol et eut trois côtes enfoncées ; son mari a eu une de ses côtes fracturées. Le cheval fut tué par le brancard de l'autre buggy dont nous n'avons pas encore entendu parler

EDITION D'HIER SOIR.

Nouvelles de Washington

Extraites des feuilles du Nord.

PROGRES DU MOUVEMENT CONSERVATEUR.

Le mouvement commencé pour organiser un parti conservateur, en opposition aux radicaux républicains et aux démocrates copperhead, gagne chaque jour de l'importance. Le meeting preliminaire des comités nationaux démocrates qui doit bientôt avoir lieu dans l'ouest est maintenant une partie du programme. Une autre conférence doit avoir lieu également dans quelques jours, soit à New York soit à Newport; MM. Fillmore, Washington Hunt et Thurlow Weed y seront entendre, dit on. L'aspect de nos affaires domestiques est si extrême cause de grande inquiétude aux conservateurs influents de tous les partis et on manifeste la résolution d'activer une organisation qui soit assez puissante pour controler désormais la conduite de l'administration. Les meetings dont il est question ci-dessus, ainsi que l'assemblée de Cleveland, mais tout indique que les hommes prominents de 1860 seront fusionnés et appelés à agir de concert dans la nouvelle organisation proposée.

Le tirage dans le district de Columbia.

Le tirage commencera certainement lundi prochain dans ce district. Cela prendra plusieurs jours dans chaque ward, à commencer par le premier. Il n'équilibre les chances d'une manière impartiale, qu'en obligeant à être chez le tirer de la boîte les noms des heureux candidats. Parmi ceux qui ont cherché à éluder l'acte de conscription nous remarquons les employés du gouvernement. Les retours faits au capitaine Kauffman montrent que beaucoup de ces employés du gouvernement ont prétexté qu'ils étaient étrangers, pour se soustraire à la loi du tirage. Les mêmes gens avaient mis jusqu'ici beaucoup d'ardeur à démontrer ceux qui, de bonne foi, avaient prétendu exception de certaines lois de l'administration dans la conduite de la guerre actuelle contre la rébellion.

Le service à bord des moulins devant Charleston.

Le service des officiers et des hommes à bord des monitors dans le siège de Charleston a été fort dur jusqu'ici, par suite des privations qu'ont subit forcément dans ces sortes de constructions marines et des difficultés de ventilation dans les préparatifs à faire pour l'engagement. Le département de la marine va dépêcher un grand steamer avec des provisions pour les hommes des monitors et ces renforts d'hommes auront pour but de faire alterner ce service de manière à ce que chaque marin, canonnier et officier soit relevé en temps convenable par des hommes nouveaux.

Reprise des travaux à Acquia Creek

On dit que les employés qui étaient à Acquia Creek quand le général Lee entreprit sa marche vers le Nord, ont reçu ordre d'y retourner. A l'époque de la dernière incursion, il y avait sur ce point plus de vingt grands entrepôts qui ont été détruits. Il est sûr d'une petite force protégée par des canonnières pour garder ce point.

Efficacité du feu grégeois.

Un rapport spécial de l'amiral Porter sur l'effet d'une nouvelle espèce de projectiles à feu grégeois a été reçu aujourd'hui. L'amiral dit que beaucoup d'incendies ont éclaté à Sumter immédiatement après le premier emploi de ces projectiles qui répandirent une terreur soudaine parmi les habitants de la ville. La matière fulminante est contenue dans une bombe métallique (qui, placée dans une bombe ordinaire de 13 pouces, jette le feu dans toutes les directions lorsque l'explosion a lieu.

LE BLOCUS DU TEXAS.

Washington, 31 juillet—Le steamer des Etats-Unis *Scioto*, croisant sur la côte du Texas, a, le 7 juillet, donné la chasse à deux petits navires qui se sont échoués et ont été brulés par nos hommes, vu l'impossibilité de les sauver. Leurs cargaisons se composaient de coton. Le jeudi suivant, en passant devant Corpus Christi, le *Scioto* découvrit à l'ancre près de l'île Mustang deux navires, apparemment chargés de coton et attendant l'occasion de forcer le blocus. On leur tira un coup de canon avec une pièce rayée de 20 et tous deux mirent à la voile et se tinrent vers le haut de la baie à six milles, où ils échouèrent. On envoya, sous les ordres du lieutenant Davenport, une expédition pour les capturer s'il était possible, sinon pour les incendier, ce qui fut fait après une tentative infructueuse pour les mettre à flot. En revenant le lieutenant Davenport se logea accidentellement une balle dans la jambe droite au-dessous du genou, et la même balle traversa son bras gauche au-dessus du coude.

La navigation du fleuve.

Nous trouvons dans le *World* du 1er août l'article suivant :

Les restrictions placées par le gouvernement sur le commerce entre St-Louis et la Nouvelle-Orléans sont l'objet des plaintes des négociants de St-Louis qui les trouvent onéreuses et injustes. St-Louis est infesté de fonctionnaires nommés par le département du Trésor, et dont l'unique affaire est de entraver au lieu de faciliter le commerce légitime entre les citoyens loyaux sur la route du Mississippi.

Le système de permis devrait être aboli aussitôt que possible, ils sont nuisibles par eux-mêmes et le deviennent encore plus par le favoritisme avec lequel ils sont accordés. Mais que peut-on dire pour justifier la notice officielle qui suit, publiée par ordre du département du Trésor :

Douane de St-Louis, 25 juillet.

Jusqu'à nouvel ordre du département du Trésor, il sera permis d'expédier des marchandises à la Nouvelle-Orléans, en payant 5 pour cent sur le montant de la facture. Les bateaux à vapeur expédiés pour ce port seront requis de fournir un cautionnement suffisant qui devra être approuvé par le collecteur, et qui sera de $20,000, pour garantir qu'il ne sera pas débarqué de marchandises à des points non désignés dans le manifeste.

R. J. HOWARD, collecteur.

D'où M. Chase tire-t-il le droit de mettre un tarif sur le commerce domestique entre les Etats-Unis ? Pourquoi peut-on expédier des marchandises franches de droits de New-York à la Nouvelle-Orléans, tandis que les citoyens de St-Louis sont requis de payer un tarif de cinq pour cent ?

GENERAUX DISPONIBLES.— Il y a en ce moment Etats-Unis trente majors-généraux en disponibilité ; ce sont MM. McClellan, Fremont, Butler, Hooker, Hunter, Banks, McDowell, Franklin, McClernand, Curtis, Cadwallader, Morrell, Milroy.—Une dépêche de Washington annonce que le général Franklin vient d'être envoyé à la Nouvelle-Orléans, à la disposition du général Banks.

LE PARTI DE LA PAIX DANS LA CAROLINE DU NORD.—Le *Wilmington Journal* du 21 juillet, a un long article sur le parti de la paix dans la Caroline du Nord ; il s'exprime ainsi :

" Nous disons franchement au peuple que nous savons qu'il y a sur pied un mouvement organisé pour contrôler les élections congressionnelles dans tous les districts. Nous disons en toute sincérité que si ce mouvement a une signification, il veut dire reconstruction et soumission.

TRAITEMENT SUBI PAR UN OFFICIER RECRUTEUR.

Un correspondant du *Lewiston Journal* (Maine) rend compte d'une attaque dont a été victime un officier d'enrôlement à Farmington, Maine ;

Ils frappèrent à sa porte et demandèrent à être admis, disant qu'ils avaient appris qu'il n'était pas valide et qu'ils venaient voir par eux-mêmes. Il refusa de les laisser entrer ; ils se mirent alors à battre la porte en brèche avec leurs bâtons, et à jeter des pierres dans les fenêtres. Ils continuèrent jusqu'à ce qu'ils eussent cassé tous les vitres de la maison puis ils se précipitèrent contre la porte et la jetèrent en dedans. Ils trouvèrent leurs victime dans sa chambre mettant son pantalon, et en femme au lit. Ils saisirent l'officier et, après avoir insulté sa femme en lui disant qu'elle mériterait d'être emplumée et goudronnée pour coucher avec un abolitioniste, l'emmenèrent dehors, lui otèrent son pantalon et sa chemise et firent semblant d'inspecter sa personne, puis, avec des cris et des sarcasmes, ils le plantèrent sur une poutre et le portèrent à près d'un demi mille, après l'avoir contraint à promettre qu'il ne voterait plus pour les candidats abolitionistes.

LE CIMETIERE DES SOLDATS A GETTYSBURG.

On écrit de Harrisburg, Pennsylvanie, 31 juillet :

Des arrangemens ont été pris pour acheter une partie du champ de bataille à Gettysburg pour en faire un cimetière, où seraient rassemblées les restes des soldats morts. Le terrain embrasse le point de l'attaque désespérée faite contre le centre gauche de l'armée fédérale. Huit autres Etats se réunissent à la Pennsylvanie pour mettre ce projet à exécution.

LES INDIENS.

Chicago, 30 juillet.

Des dépêches particulières de St. Paul annoncent que le capitaine Fiske a reçu avis authentique de la complète déconfiture de Little Crow et de la désertion de ses hommes, sauf soixante. Il fait sur Gillowstone, de l'autre coté du Missouri.

D'autres chefs attendent que l'occasion de faire leur soumission et celle de leurs guerriers.

Washington 30 juillet.

Le commissaire Dole doit se rendre le mois prochain au Kansas, pour surveiller les arrangements relatifs à l'éloignement des Indiens de cet Etat, en vertu de la loi du Congrès.

Philadelphie, 30 juillet.

LA CONSCRIPTION A PHILADELPHIE—Parmi ceux qui ont été assez "fortunés" aujourd'hui pour tomber au sort, se trouvent tous ceux employés du télégraphe, ce qui porte à quinze le nombre des opérateurs "favorisés" par le sort dans la ville de Philadelphie. Ces MM. prouvent de s'organiser en compagnie spéciale, pour le service du télégraphe militaire.

La France et le Sud.

[Extrait du *N. York Times.*]

Il paraît certain que Louis Napoléon se propose, si c'est possible, d'assurer la reconnaissance de la Confédération du Sud. Il sera tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir la coopération de l'Angleterre. S'il échoue de ce côté, il se rejettera probablement sur la France, dont il qu'ils de ses sympathies et en comptant au moins sur son acquiescence passive à reconnaître seul la Confédération rebelle. Nous ne croyons pas qu'il puisse amener aucune puissance européenne importante à se joindre à lui, et du moment où il en sera convaincu, il agira probablement séparément.

Louis Napoléon s'est mis à l'égard de ce continent dans une position telle qu'il ne peut éviter cette mesure. Il a conquis le Mexique et il a assurée la tâche beaucoup plus difficile de l'établir et de maintenir une forme de gouvernement monarchique, sous un prince étranger, sur les ruines de cette république.

Il n'est pas vraisemblable qu'il s'abuse sur la grandeur de cette entreprise. Il a que les puissances d'Europe coalisées se sont trouvées impuissantes à faire pour la Grèce, Louis Napoléon éprouvera quelque difficulté à le faire pour le Mexique. Le transfert de Maximilien d'un Bonaparte au trône du Mexique s'appuie sur la baïonnette française, et, au premier signal de guerres qui désolèrent ce pays, revolutionneront la France, et mettront toute l'Europe en convulsion avant qu'elles soient finies. Un homme d'esprit a dit que les baïonnettes étaient admirables pour tout, sauf pour s'asseoir dessus. Le nouveau roi du Mexique trouvera l'exception bien appliquée.

Si l'Union américaine est restaurée, Louis Napoléon ne pourra garder six mois sa nouvelle conquête. La première nécessité est d'assurer notre rupture et de briser notre puissance. A notre avis, il le tentera certainement. Il n'est pas homme à aventurer aveuglément dans d'aussi grandes entreprises que celles du Mexique ni à s'arrêter à mi chemin dans l'accomplissement de quelque entreprise. Il risquera beaucoup pour essayer de se fortifier en nous détruisant.

L'Empereur a proclamé, à diverses reprises et avec ostentation, son désir intense d'arrêter la guerre qui désole maintenant ce pays, et sa conduite en ce sens aurait le résultat de la reconnaissance. C'est l'argument qu'il a plusieurs fois fait valoir auprès de l'Angleterre. Notre gouvernement a plus d'une fois donné à entendre à la France et à l'Angleterre, que, dans le cas où le tiers intention étrangère ne ferait qu'agrandir la sphère de la guerre et en prolonger la durée. Nous espérons que le Président profitera de l'occasion pour réitérer son avertissement en termes qui ne puissent être mal compris en Europe.

On ne nous demande pas d'intervenir au Mexique. Tant que nous continuerons à accréditer notre ministre auprès du gouvernement *mexicain*, en paraissant ignorer totalement l'usurpation dont le Mexique est victime, et en traitant comme un traître quiconque appartient de faire contre cet acte. Mais si la France intervient dans nos affaires en reconnaissant la Confédération du Sud et par des actes correspondant d'assistance et de sympathie, elle se place dans une attitude de coupable rivalité vis-à-vis de l'ancienne Etat-Unis, et elle doit être traitée en conséquence.— Personne ne comprendra mieux cela que l'Empereur Napoléon ; il ne prendra donc pas de mesure décisive dans cette affaire jusqu'à ce qu'il soit prêt à en supporter les conséquences.

S'il recounaît le Sud ce sera avec la détermination d'aider le Sud ; et s'il se décide à cela, il le fera par un coup énergique porté précisément au point où il sera le plus sensible. New-York, dans un cas pareil, sera le point le plus exposé du continent de l'Ouest. Nous espérons que les mécontents qui montrent tant de zèle à exciter les sentiments d'hostilité populaire contre notre pays, réfléchiront sérieusement, et se garderont de ce nouveau danger. Nous ne pouvons croire que les plus ultra d'entre eux soient indifférents à l'intervention hostile d'une puissance étrangère.

QUE FAISONS NOUS SUR MER ?— Le *Herald* répond ainsi à cette question qu'il se pose lui-même :

Les registres officiels prouvent que nous avons une marine d'au moins 300 navires. Les rebelles ont une marine de trois navires en tout, et ils balayent notre commerce partout où il montre son pavillon sur les mers. Quel est l'homme que M. Lincoln suppose devoir être blâmé pour que *trois* puissent ainsi défier *trois cents!*

ACCIDENT — Un journal de Paris raconte ainsi un déplorable accident arrivé à mademoiselle Augustine Brohan et à deux personnes qui l'accompagnaient dans sa voiture.

" A onze heures quarante minutes, une voiture dépassait le pavillon impérial de la Montre tout à St Cloud avec une rapidité effrayante et soulevant des tourbillons de poussière. Un témoin de l'accident, employé au chemin de fer de l'Ouest, nous assure qu'à quelques pas il était impossible de distinguer la voiture à travers cette poussière qui la enveloppait.

" Il parait qu'un morceau de fer, qui venait de se détacher du brancard ou du harnais, battait les jambes du cheval. L'animal, d'abord effrayé, fut bientôt surexcité au point qu'il s'emporta et que rien ne put arrêter vains tous les efforts qu'on fit pour le retenir.

" La voiture éprouva une première secousse près de la villa de M. le comte de Béarn ; elle rebondit sur le pavé et jeta à bas du siége le cocher, qui vint immédiatement relever. Il était grièvement blessé. Un homme qui suivait le concierge de M. de Bearn, et le lendemain matin à l'hospice de Saint-Cloud. Dans la soirée on constata un peu de mieux dans son état, qui avait paru au premier moment donner de sérieuses inquiétudes.

" Cependant, le cheval, de plus en plus furieux, emportait la voiture dans sa course vertigineuse. Les trois personnes qui s'y trouvaient étaient en proie aux plus vives alarmes. Leurs cris étaient s'augmentaient encore lorsqu'elles ne pouvaient plus douter que le cheval allait traverser le garde-fou qui est au rond-point de la route, à l'endroit où elle fait un brusque coude. Quelques secondes ne s'étaient pas écoulées que le cheval sautait par dessus la barrière. Il tomba dans le parterre et fut tué. Immédiatement, il n'entraîna avec lui que l'avant-train qui, en touchant la barrière, se détacha de la voiture, laquelle resta sur le chemin après un choc des plus violents.

" A ce moment, M. de Romeuf s'élança de l'équipage ; il resta d'abord debout, puis il tomba à la renverse et sa tête alla frapper le pavé. M. de Costé sauta également ; il eut l'épaule déboîtée. Ces deux messieurs furent transportés immédiatement chez le docteur Thaer, qui déclara que M. de Romeuf quoique respirant encore, était perdu ; la victime expirait un quart d'heure après. M. de Costé, une fois pansé, a pu être reconduit à Paris.

" Mlle Augustine Brohan, qui se trouvait aussi dans la voiture, n'a été préservée que par un hasard miraculeux ; elle a pu sauter à terre et empêchée de tomber dans le précipice où le cheval venait d'être tué. On n'est empressé de venir à son secours et de la porter à l'hôtel de la Tête Noire. Des soins énergiques l'ont fait revenir peu à peu de son évanouissement, et le lendemain matin, Mlle A. Brohan a pu se rendre à en campagne de Ville d'Avray.

BULLETIN COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS.

Lundi, 10 août, 5 heures P. M.

SUCRE ET MELASSE—Il a été reçu quelques petits lots, mais aucune vente n'avait eu lieu au débarquer lorsque nous y étions. On dit qu'une partie de la mélasse avait été vendue d'avance, on en ignore le prix —A l'encan, 174 barils mélasse ont été vendus à 40cts et 72 demi barils à 38cts le gallon.

" Nous disons franchement au peuple que nous savons qu'il y a sur pied un mouvement organisé pour contrôler les élections congression